

# L'impatience, cette mauvaise conseillère

**O**n peut comprendre l'impatience politique de partis qui pensent arriver ou rester (plus longtemps) au pouvoir. Il faudrait trouver des dossiers et réformes qui permettent d'engranger des résultats – si possibles emblématiques – très rapidement pour présenter des “scalps” aux électeurs de 2018 et 2019. Pourtant, en l'espèce, l'impatience serait mauvaise conseillère. Tout simplement parce que la Wallonie a besoin de politiques au long cours. Commençons par quatre principes :

1. L'avenir socio-économique de la Wallonie procède aussi de politiques dépendant de la Fédération Wallonie-Bruxelles. L'heure n'est donc pas à un nouveau prurit régionaliste, mais bien à l'activation de politiques visant à améliorer le capital humain (en d'autres mots, les connaissances et compétences) des Wallons.

2. Le principal changement nécessaire est un changement culturel, profond : faire radicalement confiance aux acteurs, économiques bien sûr, mais aussi éducatifs, sociaux et associatifs.

3. Ne détricotez pas ce qui marche plus ou moins bien, notamment le Plan Marshall.

4. Il n'y aura pas de bonnes politiques sans une connaissance statistique fine et actualisée.

Ceci posé, voici quelques exemples de politiques qui peuvent être certes lancées rapidement mais dont les résultats dépendront d'une vision et d'un investissement continu sur le long terme et n'apparaî-

tront que progressivement. Ce sont les seules vraiment nécessaires.

## La réussite scolaire

Le ministre de l'Enseignement se vante volontiers d'avoir fait sa part de boulot. Il a au contraire inutilement complexifié et cadencé le pilotage quotidien de l'enseignement supérieur. Et pendant ce temps le pourcentage de Wallons arrivant sur le marché du travail avec un diplôme de l'enseignement supérieur a stagné; la Wallonie est à la traîne. Or un capital humain de haut niveau est nécessaire pour le développement socio-économique mais aussi pour le dynamisme social.

Les mesures à prendre pour amener le plus de Wallons le plus loin possible sont multiples. Commençons ici par une mesure forte : libérer rapidement une tranche du refinancement promis aux universités et aux hautes écoles et consacrons ces moyens à améliorer l'accès mais surtout la réussite dans le supérieur.

L'accueil de la petite enfance et l'extrascolaire (au sens large : stages, repas, les heures avant et après l'école, accès à la culture et aux sports...) sont de facto négligés : rationnements, statuts inacceptables, bricolages locaux, accès inégalitaire, manque de compétences. Ces deux politiques sont pourtant le seul moyen vraiment efficace de lutter structurellement contre les inégalités socio-économiques et socio-culturelles. Un mélange de pilotage global (il faut sortir des zones grises, construire des statuts à la

hauteur des enjeux...), de confiance aux acteurs locaux et de réinvestissement budgétaire (j'ose le dire : je pense plus utile d'investir les rares moyens disponibles ici que dans une revalorisation des barèmes des enseignants; de même une partie plus grande qu'aujourd'hui des soutiens budgétaires à la culture doit être mobilisée au service des jeunes à l'école). Sur le terrain, il faut des collaborations publiques, privé, associatif. C'est l'exemple de projet qui doit être discuté avec toutes les familles politiques si on veut qu'il dure plusieurs législatures.

## Une politique sociale du logement

Le logement constitue un enjeu à la fois économique (emploi, nouvelles technologies, etc.) et social. L'accès à un logement de qualité (faibles consommations, proximité de services...) à un prix raisonnable suffirait à alléger les difficultés de nombreux Wallons. C'est la seule véritable politique sociale que la Wallonie peut activer. Une priorité : les petits logements, dont ont besoin les personnes fragilisées et les personnes âgées. Une orientation : construire beaucoup plus de logements en résidences-services pour libérer des logements plus grands, dans le parc privé et dans le logement social.

Parallèlement les sociétés de logement recevront plus de moyens pour in-

vestir massivement sur le créneau des petits logements conçus avec des équipements partagés. Des promotions privées (logements plus grands) – public (logements plus petits) revisiteront positivement les partenariats privé-public. Les moyens viendront d'un rabaillage du chèque-habitant pour les revenus supérieurs et d'une partie du budget prévu pour le plan routier (plus de logements que de ponts pour abriter les mal logés...). En attendant, les ménages qui ont droit à un logement social et sont sur une liste d'attente recevront une compensation financière.

#### La mobilité automobile

La mobilité automobile doit être autofinancée. Ayons le courage de prélever une vignette automobile pour affecter les recettes apportées par les utilisateurs étrangers de notre réseau à l'entretien et la modernisation de notre réseau (pollueur-payeur est un principe libéral, non ?). Mais, plus fondamentalement, la réponse à moyen-long

terme se trouve dans des flottes de voitures partagées et autonomes, mélange presque parfait des avantages du transport public et des facilités de l'automobilité. Préparer cette révolution dès maintenant nécessite un plan au long cours; ce secteur pourrait devenir un nouveau pôle de compétitivité. La Wallonie (universités, Tec, entreprises privées dans divers domaines) a les compétences nécessaires pour devenir un leader européen.

#### L'assurance-autonomie

Un autre domaine où les objectifs sociaux et économiques peuvent s'appuyer mutuellement est celui de l'assurance-autonomie, à condition de sortir d'une vision limitée (les services à domicile) pour y intégrer innovations technologiques et organisationnelles et appuyer sa mise en

place d'une objectivation des besoins (bien connus sur le plan individuel mais dont l'importance globale est inconnue) et d'un financement pérenne. Au-delà des positionnements idéologiques des uns et des autres je suis persuadé qu'il y a une majorité de Wallons qui accepterait des additionnels raisonnables à l'IPP pour financer une politique généreuse d'accompagnement de nos aînés.

Mais la situation politique de l'heure n'a pas créé les conditions pour construire un consensus de long terme, dépassant les hochets idéologiques des uns et des autres. Une occasion ratée de plus. On paiera cela très cher; cette crise est une faute politique majeure.

**Ne détricotons pas ce qui marche plus ou moins bien, notamment le Plan Marshall.**

## Philippe Defeyt

Economiste.

■ La Wallonie a besoin de mesures politiques qui pourraient être lancées rapidement mais dont les résultats dépendront d'une vision et d'un investissement continu sur le long terme.